



COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES
ET DE L'ÉDUCATION

*Mission d'information sur
les rythmes de vie scolaire présidé par
Madame Michèle TABAROT*

Mercredi 8 décembre 2010

Synthèse de présentation du rapport de la mission d'information sur les rythmes scolaires

Créée initialement dans le champ de l'école primaire, la mission d'information a étendu ses travaux au secondaire pour maîtriser l'ensemble des questions relatives aux rythmes de vie scolaire dans la perspective de la grande Conférence nationale organisée par le ministère de l'éducation nationale.

1) sur le primaire

La journée scolaire est, selon les chronobiologistes entendus par la mission, « délirante », « mauvaise » et « aberrante ». La France se caractérise en effet par un nombre très faible de jours d'école (144 contre 187 pour la moyenne de l'OCDE) et des journées de six heures bien remplies, beaucoup trop remplies. Il faudrait réduire la durée de la journée scolaire en fixant un plafond quotidien horaire.

Dans ce cadre, une heure d'étude surveillée pour tous les élèves pourrait être instituée, sans sacrifier pour autant l'aide personnalisée. La place de celle-ci devrait être toutefois repensée. Elle pourrait être intégrée dans le temps de la classe, le temps scolaire ordinaire, ce qui permettrait de mettre en œuvre, dans les écoles, une pédagogie réellement différenciée.

Ceci impliquerait de repenser l'alternance des différentes activités dans la journée : enseignement en classe, enseignement personnalisé et activités péri et extrascolaires. Parallèlement, la gestion du temps devrait devenir un objectif d'apprentissage pour les élèves.

S'agissant de la semaine de quatre jours, elle devrait être interdite.

Certes, cette mesure apporterait une restriction à la liberté qui devrait être offerte aux acteurs locaux.

Mais elle enverrait un signal fort de prise en compte de l'intérêt de l'enfant. Car la semaine de quatre jours, tant plébiscitée, a été choisie par les seuls adultes alors qu'elle est préjudiciable aux apprentissages et entraîne, selon les chercheurs entendus par la mission, une désynchronisation des rythmes biologiques des enfants.

Quelques-uns de ces chercheurs ont recommandé de varier la durée quotidienne et hebdomadaire des horaires en fonction de l'âge des écoliers, en soulignant que les « vingt-quatre heures d'enseignement pour tous », valables de trois ans à onze ans, constituaient une absurdité. Il faudrait d'autant plus engager cette réflexion que les écoles à la journée d'Allemagne et les écoles fondamentales de Finlande pratiquent, à la satisfaction des intéressés, une telle différenciation.

Toutes ces hypothèses conduiraient à repenser la part respective des activités scolaires et périscolaires. Mais cela ne voudrait pas dire pour autant que l'on doive faire n'importe quoi : la continuité éducative entre ces deux types d'activité devrait être assurée. En outre, les politiques éducatives communales devraient être mieux régulées, en particulier dans le domaine de l'accompagnement scolaire.

2) sur le secondaire

Le volume horaire d'enseignement au collège et au lycée est supérieur à la moyenne européenne.

Au collège, le volume horaire total des enseignements n'a pas connu d'évolution significative depuis la mise en place du collège unique. Les journées sont en outre allongées par l'accompagnement éducatif.

Au lycée, les rythmes sont affectés par l'organisation du baccalauréat. Le législateur a prévu trente-six semaines de classe et celles-ci ne sont pas assurées, à ce niveau d'enseignement, en raison de la mobilisation du mois de juin entraînée par cet examen. Il faut aussi évoquer le poids des options qui allongent encore les horaires des lycéens.

Pourtant, les établissements du secondaire disposent d'une autonomie pédagogique qui devraient en faire de véritables laboratoires en matière d'aménagement du temps scolaire.

En réalité, les collèges et lycées ne décident pas vraiment des rythmes scolaires de leurs élèves car ceux-ci sont largement déterminés par le poids des différentes disciplines dans les grilles hebdomadaires, la définition du service des enseignants du second degré, qui se réfère exclusivement aux heures de cours et ne dit rien au sujet de l'enseignement personnalisé, et la prise en compte des vœux des enseignants, notamment des « anciens », dans l'élaboration des emplois du temps.

Une réforme des rythmes de vie scolaire dans le second degré devrait donc s'attacher à introduire plus de souplesse dans ce cadre d'organisation extrêmement rigide.

C'est pourquoi il faudrait confier la gestion de la grille hebdomadaire des enseignements au collège et au lycée, dans le cadre de référentiels nationaux fixant le nombre annuel maximal des heures d'enseignement.

Une fois cette liberté acquise, faudrait-il, comme pour le primaire, plafonner les horaires quotidiens et hebdomadaires d'enseignement ? En tout état de cause, l'attention de la mission a été attirée sur le souhait des parents d'élèves handicapés de prévoir de telles limites, car ces enfants se fatiguent plus vite que les autres.

Au demeurant, plutôt que de porter tout son effort sur la réduction de la durée de la journée et de la semaine scolaires, une réforme dans le second degré devrait avoir pour objectif premier de faire varier les formes d'apprentissage.

Dans ce but, il serait souhaitable de réduire le temps de cours magistral, de développer les enseignements pluridisciplinaires et de repenser les temps pédagogiques et les séquences d'enseignement.

Tout ceci impliquerait de faire varier les formes de regroupement des élèves.

Les travaux de la mission l'ont conduit à s'intéresser aux obligations de service des enseignants. Pour les professeurs du premier et du second degré, ces obligations pourraient être liées à la définition d'un temps de présence dans l'établissement, cette approche étant mise en œuvre par de nombreux pays européens.

3) sur l'année scolaire

Il serait souhaitable de respecter l'alternance de sept semaines de classe et de deux semaines de vacances prévue par le législateur, ce qui impliquerait d'allonger les vacances de la Toussaint et de réorganiser le troisième trimestre.

Par ailleurs, les vacances d'été devraient être raccourcies de deux ou trois semaines. Pour dissiper les craintes des professionnels du secteur du tourisme, l'impact d'une telle réduction sur l'activité économique devrait être évalué.

Par ailleurs, il faudrait établir un zonage des vacances d'été, mais il faudrait alors passer à deux zones de vacances, car les trois zones actuelles rendent impossible l'alternance prévue entre semaines de classe et semaines de repos.

* * *